

Avant-propos

Usages locaux et dynamique de la biodiversité Un thème de recherche interdisciplinaire, des enjeux cruciaux

M.C. CORMIER-SALEM

Les modalités d'accès et d'usage des ressources et leurs liens avec la dynamique de la biodiversité constituent des sujets sensibles, qui occupent une place majeure dans les arènes de négociation tant internationales que nationales et locales. Dans les récents débats internationaux (Sbstta, 2005), il est reconnu que la conservation de la diversité biologique passe par la lutte contre la pauvreté ; que les efforts pour la biodiversité et le développement (ou encore le bien-être des populations) doivent être menés conjointement ; que la plupart des questions sont de nature "intersectorielle". Si ces liens sont clairement reconnus par les décideurs et gestionnaires, si la multiplication des conflits environnementaux en est une manifeste et malheureuse expression, en revanche, en dépit de synthèses récentes sur le sujet (Gillon et al, 2000 ; Picouet et al, 2004 ; Bérard et al, 2005), ces liens sont encore mal appréhendés.

L'enjeu, politique et scientifique, est d'importance : il s'agit en effet de reconnaître que la dégradation de l'environnement ou l'érosion de la biodiversité relève davantage d'un dysfonctionnement des institutions et des dispositifs de réglementation que d'une fragilité inhérente aux écosystèmes. La gestion de la nature passe par un meilleur contrôle des hommes. Aussi, les mesures de conservation, pour être couronnées de succès, ne peuvent-elles être conçues et appliquées qu'en tenant compte des sociétés et de leurs rapports complexes et évolutifs avec la nature. En termes de recherche, ces questions des interactions, de la co-viabilité des systèmes écologiques et socio-économiques, nécessitent une approche intégrée et interdisciplinaire (Weber, 1996). Au risque de paraître schématique, il faut souligner que, jusqu'aux années 1970-80, la plupart des travaux en sciences sociales et humaines reste sectoriel et spécialisé. Les usages, savoirs, appropriations et représentations de la nature sont des objets d'étude qui, de longue date, ont retenu l'attention de ces disciplines. En revanche, les liens entre pratiques locales et conservation de la biodiversité sont une thématique nouvelle de recherche, qui accompagne, à partir des années 1980-90, la montée en puissance de la question environnementale et des débats sur les notions de durabilité, équité et respect des différences culturelles. Une attention particulière est accordée aux politiques de transfert de gestion et aux processus de concertation. Ce n'est pas un hasard si le colloque international qui s'est tenu à l'Unesco en janvier 2005 traitait de la "Biodiversité : Science et gouvernance" et que l'IFB organise ses troisièmes journées sur ce même thème "en régions" à La Rochelle en décembre 2005.

Conscient de l'importance de ces débats et de l'insuffisante réponse – ou lisibilité internationale - de la communauté scientifique française, l'IFB a créé un groupe de réflexion "Accès, usages et dynamique de la biodiversité" et lancé un appel d'offre en septembre 2002 sur "Dynamique de la biodiversité et modalités d'accès aux milieux et aux ressources". La manifestation organisée à Fréjus a été conçue comme un atelier de restitution à mi-parcours de cet appel d'offre, mais également comme un espace de dialogue et de confrontation des points de vue entre sciences naturalistes et sociales. C'est pourquoi, ont été invitées à présenter les résultats de leurs travaux les équipes dont les programmes relevaient de l'axe 3

de l'appel d'offre de l'IFB de septembre 2001 sur "Biodiversité et développement durable". Après avoir rappelé le cadrage de cet atelier, nous en ferons un rapide bilan et présenterons les suites qui nous paraissent devoir lui être données.

Un atelier sur un thème transversal : le local

Cet atelier a eu pour principal objectif de rendre compte de la multiplicité du local, de la diversité de ses rôles et de ses statuts dans le champ des usages de la biodiversité, de l'accès aux ressources et aux espaces. Trois axes de réflexion, largement interdépendants et interdisciplinaires, ont organisé les communications et les débats.

Interactions entre usages locaux et dynamique de la biodiversité.

L'exigence de co-viabilité des systèmes écologiques et sociaux conduit à s'interroger sur les pratiques et innovations des usagers locaux et leurs conséquences en termes de dynamique de la biodiversité et de dynamique sociale et économique. La question de leur efficacité en tant qu'outils de gestion est au centre des préoccupations de cet axe.

Un tel objectif nécessite d'engager une réflexion sur l'évolution de la biodiversité, produit social hérité, au cours des derniers millénaires et sur les représentations culturelles de cette évolution, en particulier les liens entre savoirs locaux et représentations scientifiques, politiques et idéologiques de la nature. Cette réflexion conduit à confronter les pas de temps des systèmes naturels avec ceux des rythmes économiques et sociaux. La prise en compte de la dimension historique doit aider à une réflexion plus large sur les questions de dégradation, d'appauvrissement ou d'enrichissement, de changement progressif ou de crises et sur les critères d'évaluation et de suivi de ces modifications. Les notions de protection, conservation et restauration de la biodiversité sont au centre de nos préoccupations.

Usages locaux de la biodiversité et nouvelles normes (techniques, économiques et juridiques)

Les savoirs naturalistes locaux sont de plus en plus souvent considérés comme des éléments de la tradition, à forte valeur identitaire et patrimoniale qu'il faut conserver et valoriser au même titre que les diverses composantes de la biodiversité. La reconnaissance d'un tel statut est l'aboutissement d'une longue histoire, où se mêlent sciences et politiques et dont l'exploration constitue à elle seule une piste de recherche.

Dans cet axe, il s'agit notamment d'analyser l'influence du changement économique, politique, réglementaire aux niveaux national et international sur les modes locaux de gestion, l'accès aux ressources et aux espaces, les relations entre usagers. On s'efforce de mettre en évidence les nouvelles formes de valorisation de la biodiversité, dont l'émergence, la diffusion, la mise en œuvre et les effets, en particulier et les nouvelles normes qu'elles imposent, méritent d'être analysés. Parmi elles, on s'intéressera aux valorisations économiques comme l'écotourisme et aux systèmes de protection juridique, comme les indications géographiques ou autres labellisations, dont l'importance va grandissante.

Arrangements institutionnels et gestion de la biodiversité

L'évolution des droits, règles d'accès et modalités de concertation et de négociation en liaison avec les politiques de conservation de la biodiversité à diverses échelles (du local à l'international) constitue le cœur de cet axe. Les politiques de conservation de la biodiversité que l'on peut qualifier d'exogènes (mise en place d'aires protégées, inscription sur des listes rouges etc.) se heurtent bien souvent aux stratégies territoriales et identitaires des acteurs locaux et se traduisent par la remise en cause des droits d'accès et d'usages des populations locales, sans compensation. Il s'ensuit parfois une situation d'accès libre là où existait une

propriété commune, qui en régulait l'accès. Ces mécanismes de "dérégulation" et leurs implications en termes de dynamique écologique et sociale sont encore mal connus. Dès lors, il s'agit moins de gérer la diversité biologique que de contrôler les institutions.

Une attention particulière est portée à la pluralité des arrangements institutionnels locaux dans des contextes variés et face à des politiques et incitations ou contraintes diversifiées : crises environnementales, décentralisation, transfert de gestion, approche participative, marchandisation croissante de la biodiversité, pressions démographiques, flux migratoires... On s'interroge sur les pressions contradictoires des bailleurs de fonds et organismes internationaux (de la sanctuarisation des écosystèmes à l'éradication de la pauvreté). L'émergence de nouveaux acteurs et l'apparition de stratégies et modalités nouvelles de négociations constituent également des pistes de réflexion à approfondir.

Les savoirs sur la biodiversité : de nombreux acquis, un thème à approfondir

Les trois sessions de l'atelier ont été très riches et animées, nourries par 16 présentations avec des objets, des terrains et un état d'avancement des travaux divers. Les débats, qui ont fait l'objet d'un rapport lors de la séance de clôture, ont mis en évidence les questions centrales abordées, les avancées, les champs bien couverts et ceux qui méritent d'être davantage explorés. Les suites à donner à cet atelier ont été également discutées. Ainsi, parmi les principaux produits attendus, outre l'impression d'un CD et ces présents actes, il a été décidé d'organiser à moyenne échéance une manifestation scientifique internationale et le lancement d'un AO. Il a été rappelé que l'IFB attendait des porteurs de projet une valorisation et diffusion de leurs travaux et espérait que ces projets débouchent sur des programmes à plus large échelle, tels ceux soutenus par l'ANR.

De ces présentations et discussions, plusieurs points peuvent être retenus. La faiblesse du dispositif de la recherche française en la matière a été soulignée et on s'est interrogé sur la façon de mieux mobiliser la communauté scientifique travaillant sur des terrains français. Les efforts sont donc à poursuivre pour créer une communauté interdisciplinaire sur la biodiversité avec une "culture partagée", pour renforcer les équipes compétentes, coordonner leurs travaux et accroître la visibilité de la communauté scientifique française travaillant sur les interactions dynamiques sociétés-natures

Des thématiques émergentes ont été identifiées, telles la question des instruments de valorisation de la biodiversité, les effets des marchés des ressources génétiques, la légitimité écologique, économique et sociale des aires protégées. En ce qui concerne la manifestation scientifique internationale, la thématique retenue pourrait être "Les savoirs mobilisés sur la biodiversité : quels enjeux ?", ou encore : "Quels savoirs pour quelle biodiversité ?" avec pour thématiques transversales :

- la construction de la biodiversité : nécessité de préciser les échelles, les indicateurs ; la notion de "dégradation" de la biodiversité (diversité biologique et savoirs associés) etc.
- la construction de scénarios et la modélisation : quels outils
- les enjeux en termes de valorisation des savoirs locaux : quels statuts ?

Pour l'éventuel appel d'offre 2006, les thèmes recourent largement ceux avancés pour le colloque, à savoir : savoirs locaux et stratégies de conservation et valorisation de la biodiversité ; dynamique de la biodiversité et développement local. Les notions de tradition, autochtonie, communauté méritent d'être ré-investies. Les arrangements institutionnels, la coordination entre acteurs, les liens avec la valorisation économique, la transmission des savoirs (historicité des savoirs, variations interindividuelles) sont toujours au coeur de nos préoccupations.

Force est de constater, la place centrale accordée aux acteurs locaux et à leurs savoirs, ce qui rejoint les préoccupations des instances internationales, tel le fameux article 8j de la

Convention sur la Diversité Biologique. Le maintien de la diversité des pratiques humaines locales et des savoirs qui leur correspondent, apparaît de plus en plus comme une solution pour la conservation d'une diversité élevée dans la biosphère. En même temps que les "communautés locales et peuples autochtones", pour reprendre les termes de cet article, sont considérés comme les plus efficaces des gestionnaires, ils sont également institués comme les principaux "propriétaires" de la biodiversité et les bénéficiaires de sa valorisation. Leurs savoirs deviennent eux-mêmes des objets à patrimonialiser (Cormier-Salem et Roussel, 2002 ; 2005). L'accès des communautés locales aux avantages et la recherche de synergie positive entre conservation des écosystèmes et maintien, voire augmentation des services et avantages nécessitent un changement des politiques, institutions et pratiques, que la recherche doit accompagner. L'élaboration d'indicateurs de co-viabilité, de modèles et de scénarii d'utilisation durable sont toujours d'actualité.

Enfin, d'autres questions, déjà anciennes mais récurrentes et toujours d'actualité, méritent des investigations. Il en est ainsi des liens entre populations et environnement, pauvreté et surexploitation. Plusieurs travaux conduits dans les pays du Sud ont montré, à la suite de Boserup, que ses liaisons ne sont pas fatales (Picouet et al, 2004). A la place de la notion de "pauvreté", il vaudrait mieux substituer celle de "vulnérabilité" ou de marginalité : les plus pauvres des pauvres ne sont-ils pas les exclus, ceux qui n'ont plus accès aux ressources matérielles et immatérielles, en particulier aux réseaux familiaux et sociaux ? Ces interrogations pourraient être étendues aux pays du Nord et être ainsi reformulées : quels sont les liens entre vulnérabilité des systèmes sociaux et fragilité des systèmes écologiques ?

Référence bibliographique

Bérard L., M. Cegarra, M. Djama, L. Louafi, Ph. Marchenay, B. Roussel et F. Verdeaux., 2005.- Savoirs et savoir-faire naturalistes locaux : l'originalité française. Les notes de l'IDDRI n°7, 40 p.

Cormier-Salem M.C. et B. Roussel, 2002.- "Patrimoines et savoirs naturalistes locaux" : in J.Y. Martin (ed), *Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations*. Paris, IRD : 125-142.

Cormier-Salem M.C. et B. Roussel, 2005.- Conclusion. De la reconnaissance de patrimoines naturels à la valorisation des savoirs locaux. Premier bilan et perspectives de recherches dans les pays du Sud. In Cormier-salem M.C., D Juhé-Beaulaton, J.B Boutrais.& B. Roussel (eds), *Patrimoines naturels au Sud : Territoires identités et stratégies locales*. IRD, Paris, Coll "Colloques et Séminaires" : 515-529.

Gillon Y., C. Chaboud, J. Boutrais & C. Mullon (ed), 2000.- Du bon usage des ressources renouvelables. Paris, IRD, coll. Latitudes 23, 472 p.

Picouet M., M. Sghaier, D. Genin, A. Abaab, H. Guillaume, M. Elloumi (ed), 2004.- *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*. Paris, IRD, coll. Latitudes 23, 392 p.

Picouet M., S. Boissau, B. Brun, B. Romagny, G. Rossi, M. Sghaier et J. Weber, 2004. Le renouvellement des théories population-environnement, In M. Picouet et al, *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*. Paris, IRD, coll. Latitudes 23 : 17-43.

Sbstta, 2005. Implications des conclusions de l'Evaluation des Ecosystèmes en début de millenaire pour les travaux futurs de la convention, UNEP/CBD/SBSTTA/11/7/Add.1, 31 août 2005.

Weber, 1996.- "Conservation, développement et coordination: peut-on gérer biologiquement le social ? ", In Colloque Panafricain *Gestion Communautaire des ressources naturelles renouvelables et développement durable*, Harare, 24-27 juin 1996, 20 p.